

L'indifférence politique ?

Michel Molitor

Les élections de mai 2019, en Belgique, ont produit des résultats importants pour le futur politique du pays : un taux d'abstention fort élevé, mais inégalement réparti, érosion très sensible du poids des partis traditionnels, affirmation non équivoque d'un nationalisme droitier en Flandre, poussée — éphémère ? — d'une extrême gauche protestataire à Bruxelles et en Wallonie. Ces mouvements paradoxaux sont-ils les signes d'un système politique qui s'épuise ou qui peine à représenter les tendances profondes d'une société qui se cherche ? Sont-ils un démenti pratique, mais difficile à gérer, des thèses qui affirmaient que l'indifférence domine dorénavant la relation de nos contemporains à la vie politique ?

Les élections du 25 mai 2019 ont-elles démenti les analyses qui mettaient en évidence diverses formes d'indifférence à l'égard de la politique, voire de rejet ? Leurs résultats ont été difficiles à interpréter comme il a été malaisé de dégager les formules de gouvernement qui mettront en œuvre les choix des électeurs que l'on aura perçus, tant la campagne électorale a multiplié les intransitivités (en tout état de cause, X ne gouvernera jamais avec Y). Une fois passé le temps des élections, les exclusives réciproques seront souvent levées devant les besoins de constituer les coalitions nécessaires aux gouvernements ; ces formules opposant d'ailleurs parfois un démenti pratique aux vœux que semblaient formuler les électeurs¹.

La difficulté majeure est sans doute qu'il n'est pas possible de déduire de ces élections un enseignement, mais plusieurs et qu'ils sont parfois marqués de contradictions : la N-VA y verra la confirmation de l'existence de deux démocraties en Belgique, là où d'autres estimeront que les choix singuliers du Nord et du Sud ne sont que des accents. Ainsi la montée impressionnante du Vlaamse Belang (VB) serait d'abord un vote protestataire anti-establishment, pendant paradoxal du vote PTB en Wallonie et à Bruxelles, avant d'être une demande d'indépendance de la Flandre. Et cette observation pourrait être multipliée.

Les élections sont des moments importants dans la vie d'une démocratie puisque dans ces occasions les citoyens sont censés exprimer leurs préférences

¹ | Au moment où cet article est rédigé (20 juin 2019), on ne connaît pas encore la formule de coalition qui sera adoptée en Wallonie, mais la perspective d'une alliance PS-MR qui serait imposée par l'arithmétique plus que

choisie par la raison politique décontenance une partie de l'électorat.

par rapport aux choix ou aux orientations qui leur sont proposés. La visibilité ou la clarté des choix, comme leur pertinence au regard de l'expérience de vie des individus consultés sont donc des facteurs importants de la qualité des opérations électorales. À cet égard, le scrutin de mai 2019 a produit des résultats sensiblement variés. Tous les partis traditionnels déclinent, au Nord comme au Sud. Au nord, la N-VA ne paraît plus un choix de rupture ; sa participation au gouvernement fédéral pendant plus de quatre ans serait sanctionnée par le transfert d'une partie de ses électeurs au VB. Par contre, comme on le verra, le vote *cumulé* des partis nationalistes flamands pourrait bien être porteur d'une rupture inédite. Au Nord comme au Sud, les écologistes enregistrent une belle croissance qui les ramène au seuil du sommet historique atteint en 1999. Le score du PTB/PVDA, plus important en Wallonie et à Bruxelles qu'en Flandre, est une autre nouveauté importante. Peut-on déduire de ces mouvements qu'ils traduiraient une aspiration au changement ? Si tel était le cas, le changement porterait des significations sensiblement variées.

La représentation

En démocratie, on insiste sur la capacité du système politique de véritablement représenter la société et ses multiples composantes. Aujourd'hui, même si le suffrage universel offre à tous la possibilité de voter, la représentation est un principe assez formel dans la mesure où les situations sociales ou les intérêts représentés ne correspondent que très approximativement à la réalité des situations vécues.

Les programmes qui résument les priorités que les partis entendent donner à leur action illustrent souvent aussi ces divergences. Il est souvent difficile d'y percevoir la vision de la société qu'ils souhaitent ou qui inspire leur travail.

Dans un pays au pragmatisme plat, on a tendance à se méfier de tout ce qui ressemblerait à une forme d'idéalisme. Pourtant, la vision donne une articulation logique aux éléments du programme puisqu'elle exprime des orientations ou des choix qui restent souvent implicites et il n'est guère, jusqu'ici, qu'Écolo à se risquer, prudemment, à l'exercice constituant à définir le type de société que le « mouvement-parti » entend promouvoir. Cette année, faut-il attribuer à l'affirmation d'un projet plus tranché le succès de partis comme le PTB ou le VB ? Plus généralement, la réserve ou l'abstention sur les options profondes n'est-elle pas une des sources de l'indifférence politique observée chez nombre de nos contemporains ?

Ces imprécisions expliquent-elles le niveau des abstentions ? En mai 2019, pour l'ensemble du pays, 1258 511 personnes ne sont pas allées voter ou ont voté blanc. Ce taux d'abstention en 2019 atteint 22 % à Bruxelles, 20,2 % en Wallonie et 12,4 % en Flandre. Les raisons de cet écart sont-elles à trouver dans une mobilisation plus grande en Flandre qu'expliquerait la plus grande clarté de certains programmes ou un langage plus direct sur des thèmes difficiles tels que la migration ou les réformes institutionnelles ?

Le déclin des partis traditionnels

Un enseignement majeur du scrutin de mai 2019 est la poursuite du déclin, à des degrés divers, des *partis traditionnels* hérités de l'histoire. L'existence de ces partis (leur capacité de représenter chacun une fraction du corps social) comme leurs relations (successivement faites d'alliances et de rejets) contribuaient à la stabilité comme à l'intégration du système politique belge.

Entre 1950 et 1961, les trois grandes familles politiques, chrétienne, socialiste et libérale, contrôlaient, à elles seules,

de 95 à 90,5 % du champ électoral². Cet *encadrement politique* par les familles traditionnelles, écrasant entre 1950 et 1961, décline ensuite (67,4 % en 1999, 56,5 % en 2014 et 45 % en 2019). Les facteurs de changement sont les *partis nationalistes flamands* (succesivement VU, VB et N-VA) qui passent de 2 à 27,9 % à la Chambre entre 1958 et 2019 et le *mouvement Écolo/Groen !* (oscillation de 4,7 % en 1981 à 12,2 % en 2019 passant par 14,2 % en 1999). Les partis régionalistes wallons ou francophones (RW et FDF) font une poussée importante dans les années 1970 (10,8 % en 1974) puis s'étiolent, leurs programmes étant, pour la plupart, intégrés par d'autres familles politiques.

Les rapports *entre familles traditionnelles* se transforment. La représentation politique propre de la famille chrétienne s'affaiblit considérablement (de 47,7 % en 1950 à 12,6 % en 2019). Elle reste dominante, à parts égales avec la famille socialiste jusque dans les années 1990 pour décliner ensuite. La famille socialiste reste relativement stable jusque dans les années 1990 pour ensuite baisser. Son poids reste important en Wallonie, mais tourne aujourd'hui autour de 16 % sur le plan national. Sur le long terme, la croissance la plus considérable est celle de la famille libérale : de 11,3 % en 1950 à 24,4 % en 1999 pour décliner jusqu'à 16,2 % en 2019.

L'identification politique aux familles traditionnelles s'affaiblit. La décon-fessionnalisation et la sécularisation transforment en profondeur l'option traditionnelle pour le CVP (devenu CD&V) et le PSC (devenu CDH). Des transferts, difficiles à quantifier avec précision, ont eu lieu au bénéfice des partis nationalistes (en Flandre) et régionalistes (en Wallonie), aux partis libéraux et à Écolo/Groen ! Au sein de

la famille chrétienne, le CVP oscille entre 23 et 26 % entre 1974 et 1978 pour amorcer une décrue continue jusqu'en 2019 (8,9 %)³. Le PSC (devenu CDH à partir de 2002) suit une courbe similaire, mais aux amplitudes moins marquées : de 9,1 % en 1974 à 3,7 % en 2019, tournant autour des 7,5 % pendant la période intermédiaire. Le PS oscille entre 14,2 % (1971) et 9,5 % (2019) avec une pointe à 15,6 % en 1987. Le SP.A tourne autour de 13 % pendant la période 1971-2014 avec une pointe à 14,9 % en 1987, lors des élections qui suivent une longue séquence de gouvernement social-chrétien/libéral. Il atteindra son étiage en 2019 avec 6,7 %. Les libéraux francophones évoluent de 8,1 % en 1991 à 12,5 % en 2007 pour se retrouver à 7,6 % en 2019. Les libéraux flamands suivent une courbe comparable avec un score un peu plus important : de 10,3 % (1978) à 15,3 % (2003). Ils obtiennent 8,6 % des voix en 2019.

Ces mouvements ont évidemment leur expression dans les Parlements régionaux issus des réformes de l'État. Les résultats obtenus dans chaque région permettent de mieux mesurer le poids respectif des partis, anciens et nouveaux, sur cette scène inédite.

En Flandre, si l'on excepte 2004 où le CVP, devenu CD&V la même année, s'est présenté en cartel avec la N-VA, le parti est passé de 26,8 % des voix (1995) à 15,4 % en 2019⁴. Le SP.A a atteint son meilleur score de la période en 2004 (19,7 %) pour descendre à 10,1 % en 2019. Le VLD/Open VLD est à son sommet en 1999 (22 %) et descend à 14,1 % en 2014. Groen ! passe de 11,6 % en 1999 (meilleur score) à 10,1 % en 2019. Après le cartel avec le CD&V, la N-VA réalise 13,1 % en 2009 et 31,9 %

2 | Calculé à partir des votes à la Chambre.

3 | Tous ces pourcentages sont établis sur la base des votes obtenus pour la Chambre.

4 | Pourcentages établis sur la base des votes aux Parlements régionaux.

en 2014, moment où elle domine clairement la scène politique flamande. En 2019, la N-VA baisse à 24,8 %. Le VB atteint un sommet historique en 2004 avec 24,2 % des voix et décroît à 5,9 % en 2014, mais il remonte à 18,5 % en 2019. Les scores des nationalistes flamands ont donc régulièrement crû pour atteindre une position nettement dominante. Ils totalisent 43,3 % des votes en 2019. Le CD&V est descendu en dessous de la moyenne des vingt dernières années. Après avoir été le « parti de l'État » (1950-1970) et un agent essentiel des réformes institutionnelles (1970-2000), il est devenu un parti nettement minoritaire.

Les positions sont différentes au Parlement wallon où le PS domine avec des pointes en 1999 (35,2 %) et 2004 (36,9 %) suivies d'une érosion en 2014 (30,9 %). Malgré le minimum historique atteint en 2019 avec 26,2 % des voix, il reste légèrement dominant. Le MR est son challenger direct avec une nette croissance entre 1999 (23,7 %) et 2014 (26,7 %). Il descend à 21,4 en 2019. Le PSC/CDH décline régulièrement entre 1999 (21,6 %) et 2019 (11,0 %) là où Écolo oscille entre des positions fortes (18,2 % en 1999, 18,5 % en 2009) et plus faibles (8,5 % en 2004, 8,2 % en 2014) jusqu'à retrouver une position forte en 2019 (13,7 %).

Ces évolutions sont en phase avec ce qu'on observe au Parlement bruxellois pour ce qui concerne les votes francophones (plus ou moins 90 % de l'électorat). Après avoir été dominé par le MR en 1995 et 1999, le PS a récupéré une position dominante en 2004 (33,4 %) puis s'est stabilisé en 2009 et 2014 autour de 26 % alors que le MR stagnait à 23 %. Les deux formations en baisse nette en 2019 maintiennent leur différentiel de voix : 18,7 % pour le PS et 15,5 % pour le MR. Le CDH descend à 6,4 % en 2019 et Défi se stabilise à

11,7 %. Comme en Wallonie, Écolo a connu des oscillations importantes : 21,8 % en 1999 et 20,22 % en 2009, pour retomber à 10,1 % en 2014. En 2019, il remonte à 16,2 %. Enfin, le PTB réalise une percée importante, passant de 3,9 % en 2014 à 11,4 % en 2019.

Partis, piliers et représentation

Sur cette scène politique fragmentée, les familles traditionnelles ont donc largement perdu leur capacité de représenter tout le spectre politique. Cette transformation ne met pas nécessairement fin aux piliers traditionnels, elle les transforme. Le processus de désidentification par rapport aux familles politiques traditionnelles n'a pas d'écho sur d'autres affiliations. En Flandre, les mutualités chrétiennes sont le choix de 53 % des affiliés, contre 22 % pour les mutualités socialistes (bien au-dessus du vote socialiste : 13,9 %). L'affiliation à la mutualité libérale est fort minoritaire : 5 %. Il en va de même en Wallonie. Le choix de la mutualité socialiste (38 %) excède le vote PS et, surtout, l'affiliation à la mutualité chrétienne (27 %) est presque le double du vote CDH (15,2 %). Les données relatives à l'affiliation syndicale offrent un éclairage comparable. La CSC, historiquement liée au monde chrétien, représente, en 2010, 48,4 % des affiliés là où la FGTB, socialiste recueille 43,6 % des adhésions et la CGSLB, « libérale », près de 8 %⁵. Ces données ne concernent bien sûr que la population salariée affiliée à une organisation syndicale. Il n'empêche que les proportions dans les affiliations s'éloignent des rapports entre les votes exprimés pour les partis traditionnels correspondants. En Wallonie, le rapport entre syndiqués chrétiens (40,3 %) et syndiqués socialistes (59,7 %) est différent du rapport entre électeurs CDH (15,2 %) et socialistes

5 | Pour ces données, voir Jean Faniel et Kurt Vandaele, « Implantation syndicale et taux de syndicalisation », *Courriers hebdomadaires* 2146-2147, 2012.

(30,9 %). Ce décalage indique que les partis traditionnels ne constituent plus les cadres d'identification correspondant aux piliers historiques, à l'exception, dans une certaine mesure, du parti socialiste. Ces divergences entre les choix politiques et les affiliations illustrent la thèse bien connue de la mobilité des choix qui deviennent de plus en plus instrumentaux. Il serait sans doute intéressant d'établir le choix le plus cohérent par rapport à une identité traditionnelle : le vote ou l'affiliation à une mutuelle ? Si le vote est plus mobile que l'affiliation, l'affiliation est plus instrumentale. Les choix en matière de scolarité pourraient vérifier cette proposition. En Fédération Wallonie Bruxelles, l'enseignement catholique accueille 40,1 % des enfants de l'école fondamentale et 59,42 % des élèves de l'enseignement secondaire. Les institutions d'enseignement supérieur du réseau libre confessionnel catholique (hors université) inscrivent 49,3 % des étudiants fréquentant ce cycle d'études. Le choix de ces institutions d'enseignement ne reflète évidemment pas les choix politiques des usagers de l'école. Ils ne reflètent que très partiellement les identifications culturelles qui sont beaucoup plus complexes. En réalité, la plupart de nos contemporains se situent dans une sorte de *no man's land* et les familles politiques traditionnelles ne constituent donc plus les cadres d'identification rigides et substantiels qu'elles ont été dans le passé. L'offre politique a considérablement changé en fonction des conjonctures et de l'évolution de la société. La mobilité croissante des choix politiques est une conséquence de ces modifications. La rupture de la correspondance entre l'affiliation, l'usage d'institutions et l'expression politique (le vote) est probablement plus remarquable dans la famille chrétienne, mais elle se retrouve ailleurs. Cette fragmentation est un élément majeur de la recomposition de la scène politique.

Peut-on penser pour autant que la scène politique ainsi recomposée est véritablement l'expression de la société belge, de ses diverses composantes et des mouvements profonds qui la traversent ? (À l'exception peut-être des partis nationalistes flamands qui indiquent une transformation durable de la société flamande.) L'indifférence ressentie par beaucoup à l'égard de la politique (voir le taux d'abstention) n'est-elle pas l'expression de cette divergence entre la scène politique et l'expérience vécue ? En écho, la véritable tragédie du politique ne réside-t-elle pas dans son incapacité à percevoir, rencontrer et exprimer les mouvements de fond qui traversent la société ?

Des informations originales qui remontent de la société

Parmi les multiples données qui pourraient nous aider à instruire cette question, les analyses proposées par les enquêtes « Noir, Jaune, Blues » publiées en 1998 et 2018 par le journal *Le Soir* fournissent des indications utiles⁶.

En premier lieu, le *désarroi* important d'une partie de la population (francophone en 1997) devant les diverses catégories de changement qui marquent la société belge. Les jugements les plus sévères concernaient l'économie (dix ans avant la crise de 2008) qui était profondément discréditée. La concomitance entre la libéralisation ou la dérégulation de l'économie, la délocalisation des centres de décision liée à la mondialisation, les modifications de l'État jusque-là protecteur et redistributeur, et enfin la régionalisation ont nourri un profond sentiment de *perte*, un pessimisme sur le devenir collectif.

6 | Les données de l'enquête de 1997, menées par l'institut Survey & Action, concernaient le public francophone. Elles ont été publiées dans le livre *Noir, Jaune Blues* aux éditions Luc Pire. Les résultats de l'enquête de 2017 ont été publiés dans *Le Soir* du 9 janvier 2017. L'étude de 2017 a également été conduite par l'institut Survey & Action. Elle a couvert toute la Belgique. Les deux enquêtes ont été dirigées par Benoît Scheuer.

D'une manière générale, on ne se sentait pas concerné par les transformations institutionnelles récemment opérées ; elles étaient venues « d'en haut », comme une réponse aux blocages du système politique, mais ont été conduites sans le consentement explicite du public et sans sa participation. Au total, le présent était noir, le futur menaçant, mais le passé, paradoxalement, valorisé.

La *crédibilité des institutions* était au cœur d'un autre litige. Les institutions qui organisent la solidarité (sécurité sociale) gardent un coefficient de confiance élevé comme celles issues de la société civile (les ONG) et le système d'enseignement (même si ici la confiance est conditionnelle). Par contre, justice et politique étaient particulièrement discréditées. Une grosse majorité (74 %) des citoyens estimait que la société n'avait plus d'objectif et qu'elle n'était plus pilotée. On pourrait préciser cette opinion : la société n'est plus gérée par le politique, les responsables n'expliquent pas les changements, leur action n'a pas de résultat.

Incidemment, il y avait là une mine d'enseignements pour les responsables politiques, économiques et sociaux dans leurs efforts de légitimation des institutions. Ainsi, les réformes liées à la régionalisation étaient l'occasion de la reconstruction de multiples institutions en les adaptant à de nouvelles exigences. Force est de reconnaître que le souci d'innovation et d'exemplarité de l'action publique a été absent des préoccupations politiques plus soucieuses de stratégies d'occupation du terrain.

Il ne s'agit pas de survaloriser les résultats d'enquêtes comme le « Noir, Jaune Blues » de 1997, mais la publication du *Soir* (comme l'émission de la RTBF qui lui était associée) justifiait que cette information, comme celle qui remontait par de multiples canaux, alerte le monde politique. Apparemment il n'en

a rien été. La campagne électorale de 1999, comme celles qui ont suivi ont abordé les thèmes classiques du répertoire politique sans que se manifeste, explicitement, le souci de rencontrer d'une manière originale les divers signes d'inquiétude qui venaient de la société.

L'enquête de 2017 révélait trois changements majeurs. Certains poursuivent et accentuent les tendances observées en 1997, d'autres sont inédits⁷.

Loin de s'améliorer, la *confiance dans les institutions* (système politique, justice...) s'est encore dégradée. La relation faite entre l'impuissance du monde politique, d'un côté, et, de l'autre, l'autonomie comme la puissance acquise par la sphère financière est impressionnante. Tout se passe comme si la capacité d'action du politique s'était effondrée devant la dynamique de l'économie financière : 63 % des personnes interrogées estiment le système politique en échec, 80 % estiment que les dirigeants politiques ont laissé la finance prendre le pouvoir. Les données publiées en 2018 par l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique (Iweps) confirment cette opinion⁸. Le « Baromètre social de la Wallonie » enregistre une nette baisse de confiance envers les partis et le personnel politique. Les gens sont fort critiques à l'égard du fonctionnement de la démocratie. Deux facteurs sont particulièrement intéressants à noter : le soupçon de corruption et le sentiment de politiques inégalitaires⁹.

7 | Outre les données présentées par *Le Soir* du 9 janvier 2017, on s'inspire de la présentation que Benoît Scheuer, auteur de l'étude, a faite de *Noir, Jaune, Blues 2* dans la revue *Contrastes* de mai-juin 2018. Pour une présentation exhaustive des données de l'enquête, voir <https://bit.ly/2lDbltQ>.

8 | Voir <https://bit.ly/2RFEdON>.

9 | On notera incidemment que si les « affaires » telles que Publifin, le Samu social à Bruxelles ou les privilèges autoaccordés par des municipalistes de Charleroi ont ému l'opinion, elles n'ont pas eu les lourdes conséquences sur l'électorat socialiste que craignaient les dirigeants du PS.

Le développement prodigieux des réseaux de communication horizontaux est à l'origine de plusieurs ruptures : les informations publiées par la presse sont discréditées là où les bruits acheminés par les réseaux sociaux semblent crédibles parce qu'ils sont émis par des agents proches, loin des dispositifs institutionnels. Incidemment, la crise des « gilets jaunes » en France (et dans une moindre mesure en Belgique) entre novembre 2018 et mai 2019 a mis en évidence l'ampleur inédite de ce phénomène, le passage par les réseaux sociaux donnant un statut de vérité aux rumeurs les plus folles.

Les valeurs partagées qui donnent un minimum de sens à la vie collective s'estompent ou disparaissent. Les notions de solidarité, de développement, de « vivre ensemble », voire de justice semblent perdre de leur pertinence ou de leur contenu hors de la sphère proche. La crise des « gilets jaunes » prolonge ce diagnostic tant il est difficile d'y voir un mouvement construit sur des principes partagés ou une vision commune du bien public et de la société. Cette protestation échappe à tout contrôle institutionnel ; au contraire, dans son essence même elle conteste toute forme de régulation.

Les « valeurs partagées » semblent peut-être un terme fort si l'on pense que les principes qui fondent la société ne sont pas immédiatement présents à la conscience de chacun. Il n'empêche que les principes partagés existent ou ont existé : la possibilité donnée à chacun d'améliorer ses conditions de vie, la solidarité, les diverses formes de liberté ou de droits. L'enquête du *Soir* indique que ces principes se dégradent ou sont moins partagés. Cette dégradation prendra deux visages. Pour beaucoup, le sentiment de contrainte remplace le sentiment de possible. Par ailleurs, l'image de la société fragmentée se substitue

à la représentation de la société intégrée. Certes, sous les apparences d'une forte intégration, la société belge a longtemps été une société cloisonnée¹⁰, mais les fragmentations ont aujourd'hui des formes originales et, plus que par le passé, porteuses de désintégration.

Derrière ces représentations, se profile le spectre de la tentation identitaire, la création d'un « nous » sécurisant qui s'oppose à un univers de menaces. Le repli sur soi, la valorisation d'une identité particulière (et souvent mythique, voir les « vrais » Français) nourrissent les mouvements populistes qui se développent en Europe. Les élections européennes de 2019 ont mis en évidence, dans divers pays, ce ressort politique particulier : de la France du Rassemblement national à la Grande Bretagne de Nigel Farage en passant par l'Italie de Matteo Salvini, il s'agit toujours de mobiliser au nom d'une identité menacée. En Belgique, le slogan affiché par le Vlaamse Belang ne dit pas autre chose : « Onze mensen eerst », et à l'égard du public francophone « Nos gens d'abord ». Il est clair, à cet égard, que le score atteint par les partis nationalistes en Flandre est un défi majeur pour le système politique belge et flamand. Avec 27,9 % des voix à la Chambre et 43,3 % au Parlement flamand, les nationalistes disposent dorénavant d'une force politique considérable, susceptible de peser d'un poids inédit sur les orientations politiques du pays et de la Flandre, surtout, si l'on suit l'hypothèse de l'historien Bruno De Wever pour qui le nationalisme flamand a toujours été lié à une orientation politique d'extrême droite¹¹. Cette articulation est parfaitement illustrée par le mouvement

10 | Éditorial « Une société de voisins », dossier « Mitoyens ou citoyens », *La Revue nouvelle*, n° 10, octobre 1990.

11 | Voir l'interview de Bruno De Wever dans le *Standaard* du 15 juin 2019 : « Separatisme is een massabeweging geworden ».

« Schild & Vrienden », mouvement simultanément nationaliste, conservateur et d'une droite radicale, dont un des leaders, Dries Van Langenhove, a été élu député VB. La dénomination de ce mouvement, référence directe aux « Matines brugeoises », révolte populaire de 1301 contre l'autorité du roi de France, indique clairement qu'il se réfère à la résistance flamande à une menace ou à une oppression...

Recomposition de l'offre politique ?

Si les élections ont mis en évidence la diversification de l'offre politique¹² cette diversité se retrouve également du côté des électeurs qui entretiennent une variété de liens avec la politique : de l'indifférence au rejet en passant par des choix construits sur des motivations diverses. On peut, sans beaucoup de risques, avancer que les votes protestataires qui, à des titres divers, expriment une défiance à l'égard du système politique se retrouveront plutôt du côté du VB et du PTB/PVDA ainsi que des multiples partis nouveaux, aux succès très relatifs tels que le PP ou les listes Desthèxe.

Écolo/Groen ! exprimerait, au-delà de la priorité du climat, peu discriminante puisque reprise par de nombreux partis politiques, le désir d'innovation. Avec le risque de décevoir une partie de leur base comme l'a indiqué le reflux d'une partie importante de leurs électeurs en 2003 après leur participation au gouvernement fédéral.

L'érosion des trois « partis traditionnels » n'est pas corrigée. Elle s'accroît singulièrement pour le CD&V et le CDH. Le CD&V, ou son avatar antérieur le CVP, a été le parti pivot de la politique belge pendant près de soixante ans,

après la Seconde Guerre mondiale au point tel qu'on a pu le qualifier de « parti de l'État »¹³. Une partie des membres de ce qui a historiquement constitué la démocratie chrétienne se retrouverait au SPA, chez Groen ! ou Écolo. Peut-on penser que le CD&V a terminé son programme de transformation de l'État belge en un État fédéral et son action de conduite de la Flandre ? Le leadership assumé en ces matières serait aujourd'hui transféré à la N-VA, dans une version plus droitiste ? Cet héritage, contribuerait paradoxalement à transformer, peu ou prou, la N-VA en parti de l'establishment, ce qui expliquerait le choix d'une partie de ses électeurs à passer (ou à retourner) au VB. Comment, dans les mois qui viennent, la N-VA va-t-elle trancher ce dilemme ? La pression du VB et les multiples porosités entre les deux formations¹⁴ pourraient bien la lester d'un radicalisme renouvelé¹⁵.

En Wallonie et à Bruxelles, le poids du PSC (devenu CDH) a longtemps tenu à sa liaison au parti frère flamand et à un programme ou à une sensibilité qui tenait à sa vision humaniste héritée de sa culture historique chrétienne. Comme le faisait remarquer Pascal Delwit, il y a plus de catholiques aujourd'hui au MR qu'au CDH, même si celui-ci reste probablement le choix d'une majorité de pratiquants. Une reconversion (vers une nouvelle forme de centrisme) lui assurera-t-elle une spécificité suffisante

13 | Voir le numéro spécial « CVP », *La Revue nouvelle*, n° 3, mars 1987.

14 | Voir Bruno De Wever (*op.cit.*) : « Bovendien bestand er altijd een overlap [...] tussen de N-VA en Vlaamse Belang. Ook informeel zijn er veel contacten ». (De plus, il y a toujours un chevauchement [...] entre la N-VA et le Vlaamse Belang. Il y a aussi beaucoup de contacts informels.)

15 | Incidemment, on notera que l'historien est partisan du maintien du « cordon sanitaire » : « Vandaag herbergt die partij nog altijd een rauw racisme, al wordt dat niet meer zo uitgesproken. Als je hem beleidsruimte geeft, zullen ze hun programma uitvoeren. » (Aujourd'hui ce parti abrite toujours un racisme brut, même si ce n'est plus dit très explicitement. Mais si vous leur donnez un espace adéquat, ils développeront leur programme.)

12 | Trente-et-un partis se sont présentés aux suffrages des électeurs pour la Chambre : sept en Flandre, vingt-et-un en Wallonie et à Bruxelles, trois dans l'ensemble du pays. Douze d'entre eux totalisent plus de 95 % des suffrages.

aux yeux des électeurs pour lui donner une autre substance ou une autre vocation que celle de parti « bouche-trou » de moins en moins utile, compte tenu du nombre de ses députés (cinq sur cent-cinquante à la Chambre, dix sur septante-cinq à la Région wallonne et cinq sur nonante-huit à Bruxelles) ? Une question identique pourrait se poser à Defi. Dans une définition antérieure, sa spécificité en tant que FDF tenait à sa position de défense des intérêts des francophones à Bruxelles. Cette fonction assumée par d'autres partis comme les réformes qui ont abouti à la formation de la Région bruxelloise lui ont retiré le coefficient de singularité qui avait fait son succès. Sa reconversion en parti champion de la bonne gestion ne suffit pas à lui conférer une identité politique porteuse, comme l'indique l'échec de sa tentative d'extension en Wallonie. Il pourrait trouver une identité renouée à Bruxelles dans celle d'un parti urbain, combinant la sécurité de la bonne gestion et l'innovation, mais il trouve des concurrents plus forts que lui sur chacune de ces dimensions.

La scène politique francophone est aujourd'hui dominée par trois pôles : un pôle ascendant, Écolo, et deux pôles déclinants, le PS et le MR. L'enjeu pour Écolo sera de conforter la position acquise, indépendamment des aléas de la participation gouvernementale. Il sera indispensable pour lui d'obtenir des acquis significatifs non seulement sur les questions du climat et d'environnement, mais aussi de la rénovation des pratiques politiques. Il lui faudra aussi démontrer qu'il n'est pas un parti de transition, mais que son projet (notamment dans sa dimension antiproductiviste) participe directement des clarifications nécessaires de l'offre politique et des nouvelles polarisations.

Même en perte sensible, le PS reste le parti le plus important en Région wallonne et à Bruxelles¹⁶. En Wallonie, avec vingt-deux députés sur septante-cinq sièges, il est talonné par le MR (vingt sièges). À Bruxelles, son leadership est également mince, à savoir dix-sept sièges sur quatre-vingt-neuf, contre quinze à Écolo et treize au MR. Depuis plusieurs années, le PS se caractérise par une stratégie minimaliste de défense des acquis sociaux, mais aussi par une absence notable d'innovation. Sa politique d'occupation du terrain ou de « lotissement » que lui a valu la position clé acquise dans la création des institutions locales issues de la régionalisation lui a procuré une rente utile, mais qui s'épuise sensiblement, comme le démontre sa chute, au profit de deux challengers, très différents, mais redoutables, à des degrés divers : Écolo pour partie et plus sûrement le PTB dont la croissance importante est en proportion inverse de ses pertes (avec ses 278 843 voix en Wallonie, le PTB multiplie ses voix par 3,7 ; à Bruxelles, il les multiplie par 2,4).

Le MR a clairement payé son choix de participer au gouvernement fédéral dans une coalition dominée par la N-VA. À sa manière, il se débat avec le problème des tendances qui a tellement marqué l'existence du PSC. Il lui faudra surtout clarifier son offre politique. Il ne suffit pas de se proclamer le parti des réformes et du bon sens pour offrir une ligne politique claire. Indépendamment des questions de leadership, qui concernent également le PS, le MR va devoir se profiler par rapport aux enjeux politiques fondamentaux qui marqueront les années et les décennies à venir : Europe et mondialisation, environnement et climat, partage du travail et des revenus, styles

16 | Le PS a perdu 145 435 voix à la Chambre (soit 18,5 % de ses voix), 15,8 % de ses voix en Région wallonne et 21,4 % de ses voix à Bruxelles. Les pertes en voix du MR sont du même ordre : 21 % de ses voix à la Chambre, 20,2 % à la Région wallonne et 30,5 % à Bruxelles.

de vie et modes de solidarité. Gérard Deprez a une nouvelle fois plaidé pour la constitution d'un grand parti du centre, regroupant MR, Defi et CDH. Cette hypothèse, pour avoir quelque chance dans l'avenir, devra vaincre deux obstacles redoutables : la clarification de l'offre politique (en quoi ce parti du « centre » serait-il autre chose qu'un parti de droite requalifié ?) et la querelle des égos que multiplierait ce rapprochement.

La représentation

Derrière la redéfinition de l'offre des partis politiques se posent deux questions essentielles pour le futur du régime démocratique : la représentation et la clarté des choix. L'ambition de la démocratie est d'articuler au mieux le lien social (le « vivre ensemble ») et le système politique. Pour Alain Touraine, « La démocratie n'est nécessaire que s'il s'agit de faire vivre ensemble des individus et des groupes à la fois différents et semblables, qui appartiennent au même ensemble, en même temps qu'ils se différencient des autres et même s'opposent à eux¹⁷. » Dans le contexte de la société belge contemporaine la réalisation de l'aspiration démocratique est liée à plusieurs exigences. Parmi elles, l'approfondissement de la démocratie représentative et l'existence de règles du jeu claires et respectées.

La démocratie représentative est discutée aujourd'hui et David Van Reybrouck comme d'autres en ont démontré les limites en proposant diverses manières de la compléter, notamment par des formules telles des assemblées, à capacité délibérative, composée de citoyens tirés au sort¹⁸. Pour lui, le véritable enjeu « est de continuer à démocratiser la démocratie en passant du droit de vote

au droit à la parole »¹⁹. Il est clair que tous les efforts bienvenus de démocratie délibérative contribueraient à l'amélioration de la représentation des conditions d'existence en permettant l'expression détaillée dans des assemblées qui permettraient concrètement ce genre d'exercice. Ce sont là des recherches utiles, mais il me semble tout aussi important de nous interroger, au-delà des fictions ou des conventions, sur la manière dont la réalité sociale, c'est-à-dire les conditions pratiques d'existence de nos contemporains, est représentée aujourd'hui dans les diverses médiations de la vie politique. Cette question concerne chaque parti politique au moment où il s'interroge sur la nature des intérêts qu'il porte ou qu'il représente, sauf à courir le risque de dramatiques équivoques : aujourd'hui, qu'une partie importante des « ouvriers » vote pour des partis populistes, qui représentent *réellement* le monde du travail ?

Dans nos pays, une proportion importante de la population (pas loin de 15 %) est formée d'individus exclus ou en voie d'exclusion. Autrement dit des gens qui ne sont pas représentables parce qu'ils sont éliminés ou en marge de la vie sociale. Pour exister politiquement, toute réalité sociale quelle qu'elle soit doit être représentée. Dans notre société, la représentation des individus s'est longtemps réalisée par un double canal : les institutions politiques (Parlement, partis politiques), mais aussi par les multiples médiations qui s'enracinent dans l'expérience de travail qui est le commun dénominateur de la citoyenneté contemporaine. Cette limitation peut paraître regrettable, mais, dans la pratique, elle s'impose rigoureusement. Dans les faits, le chômage massif a réduit consi-

17|Touraine A., *Qu'est-ce que la démocratie?*, Fayard, 1994, p. 269.

18|C'est une des formules possibles. Il en est d'autres. Voir David Van Reybrouck, *Contre les élections*, Actes Sud, 2014.

19|Dive A. et d'Otreppe B., « David Van Reybrouck: "Les élections génèrent des élites, elles ne garantissent pas la démocratie" », *La Libre Belgique*, 22 mai 2019, <https://bit.ly/2O0z9GI>.

dérablement la représentation de la réalité sociale. En Wallonie, 25 % de la population est en risque de pauvreté. Comment est « représentée » cette expérience sociale ? Un nombre important de jeunes entre 16 et 18 ans sont sans emploi ou en dehors de tout système de formation ; quelle est leur réalité politique ? Comment les 20 % de pauvres ou de précaires que compte aujourd'hui la société britannique sont-ils représentés dans un système économique et social qui considère que la pauvreté est un accident, un écart par rapport à une norme ? « Le caractère fondamentalement pervers de l'exclusion et du dualisme social est que, quel que soit le nombre des exclus, ils constituent une sorte de face sombre des sociétés qui échappe à la représentation sociale. Ce constat se vérifie très simplement : les politiques économiques s'élaborent-elles à partir de la situation de ceux qui sont exclus des circuits normaux de travail ? Leur situation n'est-elle pas d'abord et surtout assumée par des politiques dites de protection sociale ?²⁰ »

Les instances de la démocratie représentative ne peuvent opérer de sélectivité dans la représentation, sous peine de discrédit majeur. C'est clairement ce qui a été démontré par la crise des gilets jaunes ; les individus qui se sont engagés dans ce mouvement ont manifestement pensé qu'ils n'étaient plus représentés, que leur expérience sociale n'avait pas d'existence politique.

La polarisation ou la clarté des choix

Lors des dernières élections, trente-et-une listes étaient présentées à la Chambre (tous collèges électoraux confondus, voir la note 16), dix-huit à la Région wallonne et vingt-quatre à Bruxelles. En Wallonie, 20,6 % des élec-

teurs inscrits ne se sont pas présentés ou ont introduit un bulletin blanc ou nul. Soit un électeur sur cinq. À Bruxelles la proportion est du même ordre : 22 %. En Wallonie, sept listes concentrent 86,5 % des voix. Le solde se distribue sur les onze autres listes. Les sept listes ayant obtenu le plus de suffrages représentent un spectre assez large, de gauche à droite : PTB, PS, Écolo, CDH, Defi, MR, PP. Une analyse fine du contenu des programmes indiquerait des contrastes marqués, par exemple PTB/PP, mais il est plus intéressant de mesurer les contrastes entre listes proches. Le PTB étant une contestation du PS, il s'en distingue fort. Écolo présente une véritable singularité. Par contre ce qui distingue le MR du CDH et de Défi, si l'on excepte les questions de personnalité ou de sensibilité, est souvent de l'ordre de la nuance ou de la tradition.

On peut penser qu'un système politique démocratique a tout à gagner en présentant des options claires. Dans un débat avec Michael Walzer, Alain Touraine disait : « Il n'y a pas de défense de la démocratie sans une organisation et une polarisation du débat politique. Autrement dit, il n'y a pas de démocratie sans une définition de la droite et de la gauche, puisque ces mots, tels qu'ils ont été inventés en France, veulent dire la relation entre le social et le politique. La définition de la droite et de la gauche est aujourd'hui claire. La droite est celle qui dit : la logique du système, la logique du marché, de la technologie, de la communication et de l'information doivent l'emporter. Au contraire, ce qui définit aujourd'hui la gauche, c'est de se placer du point de vue des acteurs²¹. »

20 | « Une société de type occidental peut-elle vivre avec un taux de chômage important ? », *Revue Politique* du Cepses, n°4-5, 1991, p. 91.

21 | Débat entre Alain Touraine et Michael Walzer, *Le Monde*, 12 décembre 1997.

On peut certainement discuter le contenu que donne Alain Touraine à la notion de droite et de gauche, mais il faut observer que la polarisation claire des choix est une condition de la vie démocratique et certainement des opérations électorales. Le choix entre un système de santé fondé sur des assurances privées ou construit sur une solidarité entre diverses catégories de citoyens, mais donnant à chacun les mêmes droits, est un choix clair. La clarification des options ou des choix passe par une clarification de l'offre politique. Et les partis qui, au-delà des péripéties de mai 2019 et des opérations de constitution de formules gouvernementales aux divers niveaux, seront appelés à se redéfinir devront s'interroger sur ces clarifications. L'évolution de la société a entraîné une polarisation équivoque vers les formules centrées²². Il faut apprendre à se dégager de ces facilités. Il n'y a pas de démocratie ni de vie politique valable sans polarisation claire. Et aujourd'hui, dans le contexte d'incertitude contemporaine, adopter une position claire implique une forte dose de courage.

Conclusions : les sources du renouveau

Derrière la façade rassurante d'élections qui se sont déroulées sans incidents particuliers, se profile l'image d'un système politique épuisé. Les sources de l'épuisement tiennent en partie à l'indétermination manifestée par l'articulation difficile des espaces régionaux et fédéraux : quel est le sens profond du vote VB et où s'exerce sa pertinence première, en Flandre ou dans l'État fédéral ? Cette indétermination majeure, porteuse de multiples périls, est certainement la révélation la plus lourde des élections de mai 2019.

Par ailleurs, si la nouvelle poussée des partis écologistes s'interprète de manière identique dans les trois Régions, il n'en va pas de même de la croissance du PTB-PVDA. Plus importante en Wallonie et à Bruxelles, elle est une critique des politiques du PS. Les premières négociations conduites par le PS semblent démontrer que le programme du PTB ne tolère pas de compromis, ce qui justifie sa condamnation aux yeux des autres partis. Cette exclusion de principe démontre que le PTB est un parti atypique, hors de son temps, « hors jeu » par définition sinon par vocation, mais qui porte les espérances des déçus. Il serait bien imprudent pour le PS, comme pour les partis de gauche (où sont-ils ?) de ne pas tenir compte de cette interpellation.

Sans doute, de manière plus générale, ce sont tous les partis qui sont invités à revoir la vision de leur action et leurs articulations dans les divers espaces où ils agissent, sans oublier l'Europe dont le poids s'avère de plus en plus déterminant et qui échappe trop souvent à la publicité de leurs débats.

Malgré la tentation fréquente de régenter la société civile ou de la coloniser, les partis pourraient y trouver une source de renouveau ou d'invention. Écolo a certainement trouvé de multiples ressorts dans ses contacts avec le monde associatif. Le PS craint les milieux de la société civile là où le MR pratique plutôt de l'indifférence. Le CDH a, historiquement, tiré une partie de sa dynamique dans le monde associatif chrétien, mais cette relation s'affaiblit au profit d'autres acteurs politiques. Toutefois il semble clair qu'il n'y a pas d'innovation ou de réinvention sans un ressourcement actif auprès des milieux, réseaux, groupes et associations qui, en dehors de la tutelle de partis, tentent d'animer, voire d'activer la société. Il ne s'agit pas ici d'opposer deux systèmes d'action, la politique et la société civile, mais de suggérer que

22 | L'interview de Christine Defraigne, ancienne présidente MR du Sénat, dans *La Libre Belgique* du 22 juin 2019 est très éclairante à cet égard ; elle ne voit pas ce qui empêcherait un MR progressiste de gouverner avec un PS social-démocrate, <https://bit.ly/2LVQIVh>.

dans son effort de ressourcement, les instances politiques pourraient s'inspirer de ce qui se recherche, se formule, se propose, s'expérimente dans la société.

Enfin, les partis qui sont devenus des machines plus ou moins efficaces à gérer les institutions publiques et les affaires de la société pourraient s'interroger sur leurs rapports aux individus qu'ils ont pour vocation de représenter. La crise des gilets jaunes a mis en évidence que beaucoup estimaient qu'ils étaient considérés de manière abstraite et réductrice par les diverses formations politiques dont la mission était précisément d'améliorer leurs conditions de vie ou de leur assurer les protections nécessaires devant la violence des changements ou des transformations du monde. Chaque parti, à sa manière, doit trouver ou retrouver le sens d'une réforme *morale* de la société. La force historique des partis socialistes en Europe a été de s'inspirer d'un projet radical qui fasse une place aux pauvres, instruments ou moyens de la révolution industrielle. Leur épuisement aujourd'hui vient de la rupture entre cette inspiration profonde et leur action. Il en a été de même, avec leurs options particulières, d'autres formations politiques. Aujourd'hui, seul Écolo semble sensible à cette vision des choses, dans des termes adaptés aux défis contemporains. Le renouveau de la vie politique et sa crédibilité dans le futur dépendront pourtant, très étroitement, de la capacité des partis à définir et à communiquer sans ambiguïté le monde qu'ils proposent.